

Master Professionnel Domaine Droit Science Politique

Mention Droit Public Spécialité « Droit et Gestion de l'environnement et du développement durable »

RNCP9249 · RNCP · Publiée

L'essentiel

Niveau de qualification	Niveau 7
Sigle	MASTER — Master
Code(s) NSF	128
Code(s) ROME	K1903, H1302, A1303
Type d'enregistrement	Enregistrement de droit
Date d'échéance	31/10/2019

Certificateur(s)

UNIVERSITE DE MONTPELLIER I

<http://www.univ-montp1.fr>

Résumé de la certification

OBJECTIFS ET CONTEXTE

A compléter (Reprise)

ACTIVITÉS VISÉES

Le titulaire du Master Droit et gestion de l'environnement et du développement durable exerce les activités suivantes :

- Respecte et fait respecter la législation, la réglementation,
- Interprète les textes juridiques,
- Apporte les conseils juridiques propres à éviter ou à résoudre les contentieux,
- Apporte assistance juridique, sur le fond et la forme en cas de contentieux : rédaction de requêtes introductives d'instances et de mémoires...
- Exerce une veille réglementaire,
- Constitue des bases de données,
- Rédige des actes, conventions, contrats, etc...
- Participe à la définition de politiques de protection de l'environnement,
- Assure le suivi et la mise en place de ces politiques.
- Répond aux demandes de consultations et d'expertises juridiques du Ministère de l'environnement et des organismes et établissements placés sous sa tutelle,
- Participe à l'élaboration d'outils d'aide à la mise en conformité réglementaire et à la mise en place de politiques d'environnement et de développement durable
- Évalue la conformité réglementaire d'une installation
- Participe à l'élaboration des dossiers de demande d'autorisation d'exploiter une installation
- Participe à la définition et à la mise en place d'un projet de territoire intégrant le concept de développement durable
- Propose et établit des plans de gestion, rechercher des compétences et des financements pour mener à bien une opération

Le titulaire du Master Droit et gestion de l'environnement et du développement durable détient les compétences

propres à appréhender la transversalité des problèmes.

COMPÉTENCES ATTESTÉES

Il est capable de :

- Replacer les questions environnementales dans leur contexte juridique et économique
- Développer une expertise transversale : juridique, économique, financière
- Assister les structures publiques et les entreprises privées sur toutes problématiques liées à l'environnement
- Rechercher, analyser, synthétiser les informations
- Rechercher la réglementation applicable
- Mettre en œuvre une certification environnementale
- Proposer des solutions amiables ou contentieuses à tous problèmes environnementaux (déchets, air, eau, bruit, protection de la nature...)
- Evaluer les impacts environnementaux des politiques industrielles, agricoles, touristiques, urbaines
- Répondre à un appel d'offre
- Connaître et comprendre les réalités de terrain
- Elaborer un diagnostic de territoire
- Proposer et établir un plan de gestion, rechercher des compétences et des financements pour mener à bien une opération
- Animer des réunions de concertation
- Argumenter et convaincre

Secteur d'activité et type d'emploi

SECTEURS D'ACTIVITÉS

Les emplois visés sont exercés dans le secteur public (collectivités territoriales, intercommunalités, services déconcentrés de l'Etat, entreprises publiques, organismes gestionnaires de l'environnement au niveau local, national ou européen), ou privé (entreprises, structures de conseils, cabinets d'expertises, bureaux d'études), ou associatif (associations de défense de l'environnement, ONG...)

TYPE D'EMPLOIS ACCESSIBLES

Dans le secteur public : attaché d'administration centrale, attaché territorial, directeur ou responsable des affaires juridiques en matière d'environnement, chargé d'études dans une collectivité territoriale, une structure intercommunale...

- Dans le secteur privé : responsable environnement d'une entreprise, chargé d'études ou de recherche dans un cabinet de conseil, un bureau d'études, avocat spécialisé.

Marché du travail

Indicateurs au niveau des familles professionnelles (FAP) des métiers visés, agrégés au niveau national — France Travail / DARES (open data).

Tension de recrutement (DARES 2024)	Modérée (3/5) Moyenne pondérée par l'emploi ; les familles ci-dessous s'échelonnent de 3 à 5 sur 5.
Facteurs principaux	Lien formation-emploi, Manque de main-d'œuvre disponible
Salaire médian (mensuel)	2 463 €
Diplôme le plus fréquent	Diplôme de niveau bac+5 ou plus (doctorat, master ou équivalent) en sciences humaines et droit (58 % des actifs en emploi)

Familles professionnelles (FAP)	A2X70 — Techniciens et agents d'encadrement d'exploitations agricoles · tension 4/5 (Élevée) A2X90 — Ingénieurs, cadres techniques de l'agriculture · tension 3/5 (Modérée) G1X70 — Techniciens et agents de maîtrise en intervention technique en Hygiène Sécurité Environnement -HSE industriel et protection du patrimoine naturel · tension 5/5 (Très élevée) H1X91 — Ingénieurs et cadres techniques en Hygiène Sécurité Environnement -HSE- industriels et exploitation éco-industriel · tension 3/5 (Modérée) L5X91 — Juristes et avocats · tension 3/5 (Modérée)
Projets de recrutement (BMO 2026)	11 003
Jugés difficiles à recruter	39 %
Emplois saisonniers	17 %
Familles professionnelles (FAP)	A2X70 — Techniciens et agents d'encadrement d'exploitations agricoles A2X90 — Ingénieurs, cadres techniques de l'agriculture G1X70 — Techniciens et agents de maîtrise en intervention technique en Hygiène Sécurité Environnement -HSE industriel et protection du patrimoine naturel H1X91 — Ingénieurs et cadres techniques en Hygiène Sécurité Environnement -HSE- industriels et exploitation éco-industriel L5X91 — Juristes et avocats

Voies d'accès

MODALITÉS D'ACCÈS

Formation initiale, Formation continue, VAE

PRÉREQUIS À L'ENTRÉE EN FORMATION

A compléter (Reprise)

COMPOSITION DU JURY — FORMATION INITIALE, FORMATION CONTINUE

Personnes ayant contribué aux enseignements (Loi n° 84-52 du 26 janvier 1984 modifiée sur l'enseignement supérieur)

COMPOSITION DU JURY — VAE

Enseignants chercheurs et professionnels (Décret 2002-590 du 24 avril 2002)

Base légale

Date d'échéance de l'enregistrement	31/10/2019
-------------------------------------	------------

Pour plus d'informations

LIEN VERS LE DESCRIPTIF

SCUIO

université Montpellier 1

Fiche officielle (France Compétences)

<https://www.francecompetences.fr/recherche/rncp/9249/>